

OTTAWA – Après deux décennies, les rides se profilent sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui faisait à un certain moment du Canada, des États-Unis et du Mexique la zone économique la plus imposante au monde.

L'ALÉNA, qui soulignait son 20e anniversaire, le 1er janvier, suscite quelques voix discordantes, mais ses réussites sont largement saluées.

Dans les trois pays, le produit intérieur brut a bondi, bien que le Mexique semble être celui qui a profité du plus grand élan. Le flux des échanges commerciaux a plus que triplé — même en tenant compte du recul temporaire durant la récession de 2008-2009 et ses suites immédiates.

Personne n'attribue tout cela à l'ALÉNA, mais personne ne peut arguer que l'accord a été un désastre non plus.

Le ministre canadien du Commerce international, Ed Fast, qui démontre peu d'indulgence à l'égard des détracteurs du libre-échange, laisse entendre que s'il y a un problème avec l'ALÉNA, c'est qu'il s'agissait d'un «accord de libre-échange du 20e siècle», plutôt qu'une entente du 21e siècle, comme celle que le Canada a signée avec l'Union européenne en octobre.

Par cela, M. Fast signifie que l'ALÉNA n'incluait pas de protection de la propriété intellectuelle, de coopération sur la réglementation, de clauses sur la mobilité de la main-d'oeuvre et d'autres «innovations». Tout de même, il s'agissait d'une entente modèle à l'époque.

«Il y avait des alarmistes il y a 25 ans (lorsque le Canada a signé l'accord précurseur de l'ALÉNA avec les États-Unis). Ils soutenaient que nous allions perdre notre souveraineté sur l'eau potable, notre système de santé et notre culture, que nous allions perdre des millions d'emplois, et bien plus encore, et rien de cela ne s'est avéré», a fait valoir le ministre.

«L'histoire nous a montré qu'un commerce plus libre et plus ouvert a été un bienfait pour

l'économie du Canada et un bienfait pour la prospérité à long terme du pays», a-t-il ajouté.

Le ministre a raison de faire référence au précurseur des ententes de libre-échange, soit l'accord Canada-États-Unis, ayant suscité bien des craintes en 1987. Pour l'essentiel, l'ALÉNA a impliqué le Mexique dans un pacte bilatéral combattu avec force. Et 20 ans plus tard, le partenariat Canada – États-Unis domine encore les échanges.

L'économiste en chef de la Banque de Montréal, Doug Porter, affirme que le gouvernement fédéral a poussé pour constituer l'ALÉNA en grande partie en tant que manoeuvre défensive, car il était clair que les États-Unis et le Mexique tenteraient d'obtenir leur propre pacte, ce qui aurait placé stratégiquement les États-Unis dans le siège du chauffeur.

«D'une certaine façon, nous n'avions pas le choix. Autrement, (...) les États-Unis auraient eu des ententes de libre-échange avec chacun de nous et nous n'aurions pas tellement pu tirer des avantages l'un de l'autre», a exposé M. Porter.

Selon plusieurs analystes, l'évolution de la société innovante menait de façon incontournable à ces accords de libre-échange.

L'économiste Jim Stanford, oeuvrant pour le syndicat Unifor, soutient pour sa part qu'une approche plus ciblée — avec des accords sectoriels comportant des conditions bien circonscrites, comme le «Pacte de l'automobile» Canada-États-Unis — aurait généré des bénéfices plus importants et évité les perturbations qu'ont tendance à créer les ententes de libre-échange.

«Le Canada peut et doit être un joueur important dans le monde, et ne pas s'isoler, mais les accords de libre-échange ne sont pas le seul moyen d'y arriver», a argué M. Stanford.

Il ne s'agit pas d'un point de vue majoritaire, et nous ne saurons jamais si l'approche préconisée par M. Stanford aurait fonctionné, ou si le Canada aurait su trouver des partenaires intéressés.

Des données laissent croire que l'ALÉNA a gonflé la production globale, élargi le commerce bilatéral et transformé les industries. Dans le cas du Mexique, les transformations ont touché pratiquement tous les secteurs.

Pour le Canada, le secteur manufacturier a été en chute libre, mais il n'est pas évident que l'ALÉNA soit pour la majeure partie responsable de cette situation. Les pays développés perdent des emplois dans le secteur manufacturier à travers le monde — avec ou sans accords de libre-échange — en partie à cause des besoins réduits de personnel pour fabriquer des biens dans un contexte de robotisation des processus.

«L'impact sur la perte d'emplois est venu principalement de la technologie, pas du commerce, a avancé Stephen Blank, un expert de l'intégration nord-américaine établi à New York, qui a été professeur invité dans plusieurs universités canadiennes. (...) Le Canada se trouverait dans une situation bien pire sans l'ALÉNA.»

Angeles Villarreal, spécialiste du commerce au service de recherches du Congrès américain, dit croire que les liens entre les trois pays auront toujours préséance indépendamment du nombre d'ententes de chaque pays avec l'Asie ou l'Europe.

Toutefois, il estime que les trois partenaires devraient adopter une stratégie différente en tant qu'entité nord-américaine.

Par exemple, il s'interroge sur la pertinence de voir le Canada signer une entente de libre-échange avec l'Europe, alors que les États-Unis suivront bientôt avec la leur, et puis le Mexique. Pourquoi ne pas avoir tenté un accord entre l'Union européenne et l'Amérique du Nord, ou encore avoir constitué une chambre de commerce nord-américaine ou une stratégie continentale sur les changements climatiques, se demande aussi M. Villarreal.

Cet article [Après 20 ans, l'ALÉNA est un succès, mais ne peut trahir son âge, selon certains](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Après 20 ans l'ALÉNA est un succès mais ne peut](#)

Après 20 ans l'ALÉNA est un succès mais ne peut trahir son âge selon certains

Écrit par L'actualité

Jeudi, 02 Janvier 2014 23:08 -

[trahir son âge selon certains](#)